

## Étape 0 : confirmation de la volonté de s'engager dans le FBP

Le processus visant à mettre en place un mécanisme de FBP au sein de la Société nationale exige un haut niveau d'engagement. La totalité de ce processus, qui se base sur les expériences acquises par la Société nationale jusqu'à ce jour, prend de un an et demi à 2 ans, depuis l'engagement dans le FBP jusqu'à la validation du Protocole d'action précoce en passant par les formations et la mise en œuvre de l'ensemble des systèmes et procédures pour l'implémentation du PAP. Idéalement, la Société nationale peut compter sur l'aide des Sociétés nationales partenaires, des points focaux régionaux pour le FBP et de la FICR.

Avant d'entamer votre trajet FBP et le processus de l'étude de faisabilité, n'hésitez pas à consulter la liste ci-dessous. Elle regroupe une série de questions dont la Société nationale doit discuter en interne pour vérifier si le moment est bien choisi pour se lancer dans le FBP.

Est-ce que votre Société nationale :	Oui	Non
est réellement motivée et a la volonté de s'engager dans le FBP ?		
est active dans un pays qui présente un risque élevé d'événements climatiques extrêmes et a souffert de leurs impacts dans le passé ?		
a testé des plans de contingence en place ?		
a testé des plans d'intervention d'urgence en place ?		
a la capacité de mobiliser des volontaires pour entrer en action dans un délai de 24 heures ?		
a la possibilité de collaborer avec des services hydrométéorologiques (SHN) au niveau mondial, régional ou national ?		
a accès à des données relatives aux risques à l'échelle nationale (données sur des catastrophes passées, la vulnérabilité, etc.) ?		
<b>a la capacité d'assigner au moins un membre de son personnel à la gestion du FBP ?</b>		

D'autres questions encore peuvent se poser : y a-t-il un programme régional de FBP auquel votre Société nationale pourrait adhérer ? Une Société nationale partenaire est-elle disposée à vous apporter son aide dans ce processus et disponible pour ce faire ? Dans votre région, des pays ont-ils soumis des PAP ou déjà entamé la mise en place d'un FBP pour des aléas semblables ?

Si vous avez répondu par l'affirmative à la plupart des questions ci-dessus, vous pouvez démarrer une étude de faisabilité du FBP. Rien n'empêche évidemment d'effectuer d'emblée cette étude de faisabilité (par exemple, parce que des financements existent) et d'entamer votre projet de FBP à un autre moment. Mais certains éléments de l'analyse sont susceptibles d'évoluer (données et prévisions disponibles, capacité du personnel, etc.), nous recommandons dès lors d'avoir pris la décision de s'engager dans le FBP avant d'effectuer l'étude de faisabilité.

Dans l'idéal, la demande d'une étude de ce type émane de la Société nationale qui a mené toutes ces

discussions et démontre ainsi son intérêt pour la mise en place d'un système de FBP. Si l'étude proprement dite nécessite que le personnel de la Société nationale y consacre du temps à tous les niveaux, même dans les cas où cette exigence n'était pas formulée au début de l'EF, la Société nationale doit, avant le commencement de l'EF :

- confirmer son souhait d'analyser les possibilités de FBP dans le pays et sa volonté d'accueillir la ou les personnes qui mènent cette étude ;
- désigner un membre de son équipe qui remplira la fonction de point focal pour l'EF, assistera à toutes les interviews organisées dans le pays dans ce cadre, apportera une aide tout au long de l'étude (assistance technique mais aussi logistique) et donnera du feed-back sur le rapport final.